Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-34_2026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel
N° 34-2026
****
Séance du 18 Juin 2026

Le 18 Juin 2026, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, DEBARGES Camille MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu.

Excusé :

Excusés ayant donné procuration : VALLAS François à BERNARD Bruno, LAYBROS Nathalie à Monique MEICHTRY

Secrétaire de séances : Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 1 Votants : **15**

Objet : Composition de la commission de contrôle des listes électorales

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU le Code électoral ;
Considérant les élections municipales du 15 Mars 2026 ;

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que la commission de contrôle des listes électorales, prévue à l'article L. 19 du code électoral, est chargée d'examiner les recours administratifs formés contre les décisions prises par le maire et de s'assurer de la régularité des listes électorales.

L'article R. 7 du même code prévoit que, dans chaque commune, les membres des commissions de contrôle des listes électorales sont nommés après chaque renouvellement intégral des conseils municipaux et pour une durée de six ans.

Monsieur le Maire explique également que ces commissions sont composées de la manière suivante :

- Un conseiller municipal de la commune pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission ;
- Un délégué de l'administration désigné par le préfet ;
- Un délégué désigné par la présidente du tribunal judiciaire.

Chaque membre de la commission de contrôle peut avoir un suppléant nommément désigné. Les membres suppléants de la commission de contrôle sont désignés dans les mêmes conditions que les titulaires. Afin que les membres de la commission puissent être officiellement nommés, les noms des

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-34_2026-DE

membres du conseil municipal doivent être transmis au préfet, ainsi que les noms des non-membres à proposer.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de nommer les conseillers municipaux suivants :

- Titulaire : Madame Margaux SCHNEIDER
- Suppléant : Monsieur Lionel LARA

Le Maire informe également l'assemblée qu'il souhaite proposer les noms des administrés suivants afin qu'ils soient nommés par Madame la Préfète et Madame la Présidente du tribunal Judiciaire :

Proposition de délégué de l'administration faite à Madame la Préfète :

- Titulaire : Madame Michelle CIERGE
- Suppléant : Monsieur Pierre VILLENEUVE

Proposition de délégué faite à Madame la Présidente du tribunal judiciaire :

- Titulaire : Monsieur Robert BASTIDE
- Suppléant : Madame Stéphanie COUTAREL

Après avoir ouï l'exposé de Monsieur le Maire, à l'unanimité des membres, le Conseil Municipal :

- NOMME Madame Margaux SCHNEIDER membre titulaire de la commission de contrôle des listes électorales, ainsi que Monsieur Lionel LARA membre suppléant ;
- APPROUVE les propositions à faire à Madame la Préfète et Madame la Présidente du tribunal judiciaire telles que :

Proposition de délégué de l'administration faite à Madame la Préfète :

- Titulaire : Madame Michelle CIERGE
- Suppléant : Monsieur Pierre VILLENEUVE

Proposition de délégué faite à Madame la Présidente du tribunal judiciaire :

- Titulaire : Monsieur Robert BASTIDE
- Suppléant : Madame Stéphanie COUTAREL

- AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 18 Juin 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

Mairie de RAVEL-SAINT-ANGE (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260630-35_2026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel

N° 35-2026

****

Séance du 18 Juin 2026

Le 18 Juin 2026, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, DEBARGES Camille MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu.

Excusé :

Excusés ayant donné procuration : VALLAS François à BERNARD Bruno, LAYBROS Nathalie à Monique MEICHTRY

Secrétaire de séances : Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 1 Votants : **15**

Objet : Modification des tarifs communaux

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU la délibération n°25-2025 en date du 5 Juin 2025 actualisant les tarifs communaux au 1er Septembre 2025 en ce qui concerne les tarifs des services périscolaires et au 1er Janvier 2026 pour l'ensemble des autres services ;

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'actualiser les tarifs communaux tels que :

- A compter du 1er septembre 2026 :

CANTINE / GARDERIE	
Cantine Adulte	5.60 €
Cantine enfant	3.10 €
Garderie journée (matin et soir)	3.10 €
Garderie ½ journée (matin ou soir)	2.20 €

- A compter du 1er janvier 2027 :

LOCATION SALLE MATRAUD		
	Habitant	Extérieur
Week end (chauffage et climatisation inclus)	300 €	800 €
Caution	500 €	
Vaisselle	Gratuit	100 €

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260630-35_2026-DE

CONCESSION CIMETIERE	
Simple 2.5 m2	
30 ans	150 €
15 ans	80 €
Double 5 m2	
30 ans	250 €
15 ans	150 €
Location dépositoire < ou = 3 mois	2 € / jour
Location dépositoire > à 3 mois	5 / jour
COLOMBARIUM CONCESSION 30 ans	
1 case de 2 urnes	400 €
1 case de 3 urnes	520 €
1 case de 4 urnes	520 €
DROIT DE PLACE	
Commerçants ambulants annuels	30 €
Commerçants ambulants occasionnel	15 €
LOCATION ETANG	1 500 €

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres, le Conseil Municipal :

- DECIDE de fixer les tarifs comme présenté ci-dessus ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance
Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 18 Juin 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Mairie de RAVEL-SAULZERANGE (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-36_2026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel

N° 36-2026

****

Séance du 18 Juin 2026

Le 18 Juin 2026, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, DEBARGES Camille MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu.

Excusé :

Excusés ayant donné procuration : VALLAS François à BERNARD Bruno, LAYBROS Nathalie à Monique MEICHTRY

Secrétaire de séances : Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 1 Votants : **15**

Objet : Renouvellement Bail Rural

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
VU le Code Rural et de la pêche maritime ;
Considérant la demande de Monsieur André Soulier qui sollicite le renouvellement exprès de son bail rural pour la parcelle n°ZK8 ;

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que Monsieur André Soulier a sollicité la commune afin de conclure un renouvellement express de son bail rural qui concerne la parcelle n° ZK 8 situé au lieu-dit « Les Géries ».
Le Maire rappelle que le Code rural prévoit un renouvellement tacite pour ce type de contrat, mais propose de procéder à un renouvellement exprès, afin de répondre à la demande de Monsieur Soulier.

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée de renouveler le bail rural de Monsieur Soulier, dans les mêmes termes, à savoir une mise à disposition du terrain sans contrepartie financière, la contrepartie étant la prise en charge de tout entretien qui sera rendu nécessaire sur la parcelle durant la durée du bail par le locataire.

Monsieur le Maire donne lecture du projet de bail rural à l'assemblée.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres, le Conseil Municipal :

- DECIDE de faire procéder au renouvellement d'un bail rural au profit de Monsieur André SOULIER pour la parcelle n°ZK 8 situé au lieu-dit Les Géries ;

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-36_2026-DE

- APPROUVE le projet de contrat tel qu'annexé à la présente délibération ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer le bail et tous les actes y afférent.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 18 Juin 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

Mairie de RAVEL-SAINT-ANGE (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE36_2026-DE

BAIL RURAL TYPE

PREAMBULE

ARTICLE L. 411 - 4 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM)
« *Les contrats de baux ruraux doivent être écrits.*
A défaut d'écrit (....) les baux conclus verbalement (....) sont censés être faits pour neuf ans aux clauses et conditions fixées par le contrat-type établi par la Commission Consultative Paritaire Départementale des Baux Ruraux (....) »

BAIL A FERME

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de RAVEL, représenté par Monsieur Bruno BERNARD, le Maire, dûment habilité

ET

Monsieur…… Domicilé à…..

ci-après désignés « **Le Preneur »**,

Article 1 : Objet

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :
Le Bailleur donne au Preneur, qui accepte, la jouissance des biens ci-après désignés. Le présent bail obéit aux règles impératives du statut du fermage (art. L 411.1 et suivants du CRPM) et à toutes les modifications qui pourront y être apportées à l'avenir. Il obéit également aux règles du Code civil, aux usages locaux applicables dans le département de la Corrèze qui ne sont pas contraires audit statut ainsi qu'aux conditions particulières convenues par les parties dans les limites de ce que la loi permet.

Article 2. Désignation cadastrale

Commune	Section cadastrale	Numéro de parcelle	Surface	Nature
RAVEL	ZK	8	4 020	

Le Bailleur donne à bail à ferme au Preneur les immeubles à usage agricole qui figurent au cadastre sous les mentions suivantes :
Soit une contenance totale de .....ha.....a.....ca, avec toutes leurs dépendances. Le Preneur déclare connaître ces limites et l'étendue des biens loués, mais sans garantie de contenance indiquée ci-dessus.
La propriété se compose également de :
- Bâtiments d'exploitation *(situation, énumération et descriptif)*
.....
.....
.....

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE36_2026-DE

.....
.....

- Une maison d'habitation *(situation et descriptif)* :.....
.....
.....
.....
.....

Étant toutefois précisé que sont exclus de la location le ou les immeubles suivants:
.....
.....
.....
.....

Article 3 : État des lieux (L411-4 du CRPM)

Un état des lieux constatant l'état des bâtiments et des terres ainsi que leur degré d'entretien et le rendement moyen des terres sur les cinq dernières années, sera établi contradictoirement et à frais communs, dans le mois précédant l'entrée en jouissance ou dans le mois suivant celle-ci. Il sera annexé au présent contrat.

Passé ce délai, la partie la plus diligente établit unilatéralement un état des lieux qu'elle notifie à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette dernière dispose à compter du courrier recommandé d'un délai de deux mois pour faire ses observations sur l'état des lieux qui lui est proposé.

A l'expiration de ce délai, son silence vaudra accord. L'état des lieux sera alors définitif et réputé établi contradictoirement.

Les parties déclarent qu'un état des lieux a été établi contradictoirement le : ….....

qu'aucun état des lieux n'a été établi à ce jour. (rayer la phrase inutile)

Article 4 : Durée

Le bail est consenti pour une durée de neuf années entières et consécutives qui commenceront à courir le.....pour se terminer le ..... (L 411.5 du CRPM).

Article 5 : Renouvellement du bail. Reprise.

A défaut de congé, le bail se renouvellera conformément à l'article L411-50 du CRPM par tacite reconduction pour une durée de neuf années aux clauses et conditions du bail précédent, sauf conventions contraires qui devront faire l'objet d'un avenant.

Lors du renouvellement , le preneur ne pourra refuser l'introduction d'une clause de reprise à la fin de la sixième année du bail renouvelé au profit du conjoint du bailleur, du partenaire pacsé ou d'un ou plusieurs des descendants qui devront exploiter personnellement, conformément à l'article L411-59 du CRPM. Dans ce cas, le congé doit être adressé au preneur au moins 2 ans à l'avance.

Le Bailleur qui désire s'opposer au renouvellement du bail doit notifier au Preneur un congé motivé, dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail, par exploit d'huissier (L411-47 du CRPM).

A peine de nullité, ce congé doit être fondé sur l'un des motifs prévus par le CRPM (L 411.53, L411-31, L 411-57 et suivants). Si le Preneur entend contester le congé, il doit saisir le tribunal paritaire dans les 4 mois du congé, par lettre recommandée (L 411-54 CRPM).

Le Preneur peut demander la résiliation du bail pour les motifs énoncés à l'art L411-33 du CRPM.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE36_2026-DE

Si la fin de l'année culturale est postérieure de 9 mois au moins à la cause de résiliation, celle-ci peut prendre effet soit à la fin de l'année culturale en cours, soit à la fin de l'année culturale suivante. Dans le cas contraire, la résiliation ne prendra effet qu'à la fin de l'année culturale suivante.

Article 6. Transmission du bail

- Cession.sous-location

Toute cession ou sous-location de bail est interdite, sauf pour les motifs et dans les conditions prévues à l'article L 411-35 du CRPM.

- Mise à disposition

Si le Preneur est ou devient membre d'une société, il peut mettre à sa disposition, pour une durée qui ne peut excéder celle pendant laquelle il reste titulaire du bail, tout ou partie des biens loués, à la condition d'en aviser au plus tard dans les deux mois de la mise à disposition, le Bailleur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'avis comportera, à peine de nullité, les mentions prévues à l'article L 411-37 du CRPM.
Le Preneur qui adhère à un GAEC peut faire exploiter par ce dernier, tout ou partie des biens dont il est locataire. Il en avise alors le Bailleur par lettre recommandée avec accusé de réception (L 323-14 du CRPM).
Le Preneur reste seul titulaire du bail et doit, à peine de résiliation, continuer à se consacrer personnellement à l'exploitation du bien loué. Les droits du bailleur ne sont pas modifiés.

- Apport du droit au bail

Le Preneur ne peut faire apport de son droit au bail au profit d'une personne morale qu'avec l'agrément personnel du Bailleur (L 411-38 du CRPM).

- Décès du Preneur (L 411-34 du CRPM)

En cas de décès du Preneur, le bail continue au profit de son conjoint, du partenaire pacsé, de ses ascendants et de ses descendants participant à l'exploitation ou y ayant participé au cours des cinq années antérieures au décès.
Les ayants droit du Preneur ont la faculté de demander la résiliation du bail dans les six mois du décès.
La même faculté est accordée au Bailleur lorsque le Preneur ne laisse pas de conjoint ou d'ayant droit réunissant les conditions précitées. Il doit en faire la demande dans les six mois suivant le décès.
Lorsque le bail a été souscrit par des co-preneurs, au décès de l'un d'eux, l'autre co-preneur conserve ses droits locatifs.

Article 7 : Prix du fermage

Le présent bail est consenti et accepté sans contrepartie financière, à charge pour le preneur de tout entretien qui sera rendu nécessaire sur la parcelle pendant toute la durée du présent contrat.

Article 8 : Charges et conditions

8.1. Jouissance et exploitation

Le Bailleur est tenu de mettre à la disposition du Preneur les biens loués pendant toute la durée du bail, et de lui en assurer la libre jouissance.
Le Preneur s'engage à jouir des bien loués, suivant leur destination, en fermier soigneux et de bonne foi, conformément à l'usage des lieux. Il avertira le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur le fonds loué (L.411-26 du CRPM) dans les délais prescrits par l'art 1768 du Code civil.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE36_2026-DE

Il sera tenu d'engranger et devra tenir l'exploitation constamment garnie (L 1766 et 1767 du Code civil).
Il ne pourra arracher ni abattre aucun arbre existant, fruitier ou autre sans le consentement du Bailleur. Il entretiendra toutes les clôtures vives et sèches existant sur les biens loués. Il pourra élaguer les arbres de bordure.
En fonction des usages locaux, le Preneur fera tous les fossés, rigoles, et saignées nécessaires à l'assainissement des terres et des prés.

8.2. Améliorations foncières

En vue d'améliorer les conditions de l'exploitation, le Preneur pourra transformer les terres en prés et les prés en terres ou mettre en œuvre des moyens culturaux non prévus au bail (L 411-29 du CRPM).
A défaut d'accord amiable, le Preneur informera le Bailleur en lui fournissant un descriptif des travaux qu'il se propose d'entreprendre. Le Bailleur peut s'y opposer en saisissant le tribunal paritaire.
Il pourra, avec l'accord du Bailleur, pour réunir ou grouper plusieurs parcelles attenantes, faire disparaître, dans la limite du fonds loué, les talus, haies, rigoles et arbres qui les séparent et les morcellent (L 411-28 du CRPM).

8.3. Travaux et aménagements

Le Preneur pourra, dans les conditions de l'article L 411-73 du CRPM, effectuer des travaux et des aménagements sur le fonds loué, avec l'accord du Bailleur.

8.4. Réparations

Le Bailleur entretiendra les biens loués en état de servir à l'usage pour lequel ils ont été loués et prendra à sa charge les grosses réparations devenues nécessaires. Il est tenu de toutes les réparations occasionnées par la vétusté, la force majeure, le vice de construction ou de la matière.
Le Preneur doit réaliser les réparations locatives ou de menu entretien. Il supportera les réparations exécutées par le Bailleur, même s'il doit être privé temporairement d'une partie de son bien, sans pouvoir réclamer d'indemnité, dès lors qu'elles sont urgentes et ne peuvent être différées en fin de bail.

8.5. Assurances

En application de l'article L415-3 du CRPM, le Bailleur tiendra constamment assurés les bâtiments loués contre l'incendie pendant toute la durée du bail, pour une somme suffisante et auprès d'une société d'assurance offrant toute garantie.
Le Preneur fournira annuellement une attestation d'assurance au bailleur.
Le Preneur doit s'assurer contre le recours éventuel du Bailleur en cas d'incendie dû à sa faute exclusive. Il devra également s'assurer pour son matériel, sa responsabilité civile, son cheptel et le cas échéant pour ses récoltes.
Dans le cas où un bien inclus dans un bail serait détruit en totalité ou en partie et que la destruction compromet l'équilibre économique de l'exploitation, le Bailleur est tenu, si le preneur le demande, de reconstruire le bien à concurrence des sommes versées par la compagnie d'assurances, dans les conditions de l'article L 411-30 du CRPM.

8.6. Taxes et impôts

Le Preneur remboursera au Bailleur une partie du montant global des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, portant sur les biens loués.
A défaut d'accord, elle est fixée à 1/5 (L 415-3 du CRPM).
Le Preneur devra rembourser au Bailleur la moitié du montant de la taxe perçue par la Chambre d'Agriculture (L 514-1 du CRPM).

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE36_2026-DE

Le preneur remboursera les taxes d'arrosage ; de même, dans le cas où il aurait participé à des travaux inclus dans des opérations collectives de drainage ou d'irrigation, il acquittera les taxes syndicales correspondantes.

8.7. Prestations sociales agricoles

Le Preneur prendra à sa charge les prestations sociales agricoles afférentes aux biens loués.

8.8. Chasse

Le droit de chasse appartient au Bailleur. Le Preneur et le co-preneur ont le droit personnel de chasser sur la ferme louée sans pouvoir donner d'autorisation à quiconque, y compris les membres de sa famille (L 415-7 du CRPM).

8.9. Droit de passage

Le Bailleur ou son représentant auront le droit de visiter ou de faire visiter le fonds loué, après en avoir informé le Preneur.
Le Bailleur se réserve le droit de passage, en temps et saisons convenables, et avec paiement des dégâts s'il y a lieu pour l'exploitation des bois du domaine loué.
Le stockage des grumes sur les biens loués ne pourra excéder une durée de trois mois à compter de la date de fin de chantier. S'il y a lieu, il donnera lieu à réparation des dégâts et des dommages occasionnés.

8.10. Bois de chauffage

Dans les propriétés qui possèdent du bois, le Preneur, locataire de la maison d'habitation utilisera pour son chauffage le bois désigné par le Bailleur.

8.11. Dispositions particulières et réserves

……
……
……
……
……
……
……
……
……
……
……
……
……

Article 9 : Restitution des lieux

Le Preneur devra à sa sortie restituer les lieux loués conformément à l'état des lieux d'entrée qui a été dressé.
Il devra également laisser sur la propriété autant de paille, de foin, et d'engrais organique qu'il en a trouvé à son entrée (L 415-2 du CRPM).

Fait à....., le.....

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE36_2026-DE

Le Maire,
Monsieur Bruno BERNARD

Le(s) Preneur(s)

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-37_2026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel

N° 37-2026

****

Séance du 18 Juin 2026

Le 18 Juin 2026, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, DEBARGES Camille MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu.

Excusé :

Excusés ayant donné procuration : VALLAS François à BERNARD Bruno, LAYBROS Nathalie à Monique MEICHTRY

Secrétaire de séances : Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 1 Votants : **15**

Objet : Convention d'Occupation du Domaine Public

Vu le Code général des collectivités territoriales pris en ses articles L.1111-1, L.1111-2, L.1111-4 ;
Vu le Code civil, notamment ses articles 1719 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques pris en son article L.2221-1 ;
Vu l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques ;
VU le projet de convention d'occupation du domaine public ;
Considérant la demande de Monsieur TAILLANDIER Éric qui sollicite la mise en place d'une convention d'occupation du domaine public afin de pouvoir disposer et procéder à des aménagements sur une emprise du domaine public situé aux abords de sa propriété ;

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que Monsieur Eric TAILLANDIER a récemment acquis un immeuble d'habitation au lieu-dit « Les Géries », situé sur la parcelle n° ZK 26. Cette parcelle ne dispose pas d'espace extérieur sur sa partie « accès ».

Le Maire explique également qu'un espace clôturé est effectivement présent sur l'avant de son habitation, mais qu'il s'agit d'une emprise du domaine public, sur laquelle se situe un puit, et qui avait fait l'objet d'une convention d'occupation avec les précédents propriétaires.

Monsieur le Maire indique que le propriétaire de la parcelle susmentionnée sollicite la signature d'une convention d'occupation du domaine public pour cette emprise délimitée et attenante à sa parcelle. Il explique également que Monsieur SOULIER s'engage à laisser un libre accès au domaine public à l'ensemble des usagers, notamment en ce qui concerne le puit.

Monsieur le Maire donne lecture du projet de convention à l'assemblée.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-37_2026-DE

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres, le Conseil Municipal :

- APPROUVE la conclusion d'occupation du domaine public communal avec Monsieur Eric TAILLANDIER ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer le projet de convention tel qu'annexé à la présente délibération ;
- MANDATE le Maire pour en assurer la bonne exécution.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 18 Juin 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

Mairie de RAVEL (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE37_2026-DE

PROJET

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

ENTRE LES SOUSSIGNES

La commune de RAVEL, 1 Place Paul Sabatier – 63190 RAVEL, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bruno BERNARD,

Ci-après désignée « LE PROPRIETAIRE » ou « LA COMMUNE » d'une part,

ET

Monsieur ....., .. Les Géries, 63190 RAVEL

Ci-après désignée « **L'OCCUPANT** » d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales pris en ses articles L.1111-1, L.1111-2, L.1111-4,

Vu le Code civil, notamment ses articles 1719 et suivants,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques pris en son article L.2221-1

Vu l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération n .../2026 en date du ... 2026 accordants l'occupation d'une emprise du domaine public aux abords de sa parcelle à M.

Considérant que toute mise à disposition du domaine public suppose qu'une autorisation d'occupation privative soit préalablement délivrée à l'exploitant,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION D'OCCUPATION

La présente convention concerne le droit d'occuper à l'année le domaine public à titre privatif, de manière permanente et précaire, en vue d'autoriser l'occupant à aménager les abords de sa parcelle.

En conséquence, l'OCCUPANT ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou civile ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer à L'OCCUPANT d'autres droits que ceux relevant de la présente convention et du régime juridique de l'occupation des biens du domaine public.

En outre, elle ne confère aucun droit réel à L'OCCUPANT au sens de l'article L. 1311-5 du code général des collectivités territoriales.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE37_2026-DE

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie par LA COMMUNE et acceptée par L'OCCUPANT pour une durée indéterminée.

Article 3 : DESCRIPTION DES ESPACES MIS À DISPOSITION

L'emprise du domaine public mise à disposition est située au lieu dit Les Géries, aux abords de la parcelle ZK 26, sur ...m^2.

Article 4 : ETAT DES LIEUX DES ESPACES

L'OCCUPANT prendra possession de l'emprise dans l'état où elle se trouvera sans pouvoir exiger de LA COMMUNE aucune remise en état ni réparation, ni aucun travail, ni lui faire aucune réclamation quelconque à ce sujet et sans pouvoir exercer aucun recours contre LA COMMUNE.

Article 5 : UTILISATION DES LOCAUX ET ACCES AUX LIEUX

L'OCCUPANT s'engage à laisser un libre accès au public à l'ensemble de l'emprise objet de la convention, en particulier au puit présent sur l'emprise.

L'OCCUPANT est autorisé à effectuer dans les lieux toutes les installations qu'il estime nécessaire, dans les limites de la réglementation en vigueur et dans la mesure où celles-ci restent démontables.

A la fin de la présente convention ou en cas de rupture anticipée, l'ensemble des installations seront la propriété de LA COMMUNE, sans que L'OCCUPANT ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 6 - CARACTÈRE PERSONNEL DE LA CONVENTION

Le caractère strictement personnel de l'autorisation d'occupation du domaine public consentie à L'OCCUPANT ne permet en principe pas à celui-ci d'autoriser la sous-occupation des espaces mis à disposition.

L'OCCUPANT ne pourra céder son droit d'occupation, ni en partie, ni en totalité, sous peine de résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

L'OCCUPANT est responsable de tout accident ou dommage pouvant survenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention. L'OCCUPANT devra souscrire les polices d'assurance auprès de compagnies notoirement solvables, pour des sommes suffisantes, couvrant tous les dommages pouvant résulter l'utilisation des biens objets de la présente convention.

ARTICLE 8 : REDEVANCE

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE37_2026-DE

Le droit d'occupation du domaine public est consenti à titre gratuit.

ARTICLE 9 : EXPIRATION ANTICIPÉE DE LA CONVENTION

La présente convention annule et remplace, en tant que besoin, tout autre acte antérieur ayant le même objet. La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

En cas de manquement grave de l'une ou l'autre des parties à l'une de ses obligations dans le cadre de l'exécution de la présente convention, la partie qui se prévaut des manquements de son partenaire se rapprochera de ce dernier aux fins d'envisager les solutions amiables à apporter pour le rétablissement de relations contractuelles normales.

Résiliation judiciaire

Ce n'est qu'en cas d'impossibilité persistante de s'entendre sur les solutions à apporter que la partie la plus diligente saisira le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND

Résiliation pour motif d'intérêt général

Une résiliation anticipée sans indemnité pour L'OCCUPANT peut également intervenir à l'initiative de LA COMMUNE pour un motif d'intérêt général conformément à l'article R. 2122-7 du code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 10 – DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

La convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public. En conséquence, L'OCCUPANT reconnaît qu'il ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions sur la propriété civile ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de lui conférer un droit de maintien dans les lieux ou quelque autre droit d'occupation. En cas de difficultés dans l'exécution des obligations figurant dans la convention, les parties rechercheront avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige auquel la convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le Tribunal Administratif de Clermont FERRAND.

Fait à Ravel, le ****

Pour la COMMUNE

Pour l'OCCUPANT

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-38_2026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel
N° 38-2026
****
Séance du 18 Juin 2026

Le 18 Juin 2026, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, DEBARGES Camille MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu.

Excusé :

Excusés ayant donné procuration : VALLAS François à BERNARD Bruno, LAYBROS Nathalie à Monique MEICHTRY

Secrétaire de séances : Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 1 Votants : **15**

Objet : Etude diagnostic et zonage assainissement / Pluvial – Plan de Financement

Vu le Code général des collectivités territoriales pris en ses articles L.1111-1, L.1111-2, L.1111-4 ;
Vu le Code de la Commande Publique ;
Vu la délibération N°29-2025 du 28 août 2025 approuvant le transfert de la compétence assainissement collectif à la Communauté de Communes Entre Dore et Allier à partir du 1er janvier 2026 ;
Vu la délibération N°41-2025 du 13 Novembre 2025 du Conseil Municipal approuvant la signature d'une convention constitutive d'un groupement de commande en vue de la passation d'un marché public pour la réalisation de schémas directeur et zonage d'assainissement ;
Vu la Convention Constituant le groupement de commande signée le 19 décembre 2025 ;
Considérant l'état des lieux établi en 2025 sur le fonctionnement des services d'assainissement des communes membres de la Communauté de Communes Entre Dore et Allier ;
Considérant l'estimation des coûts faite par les services de la Communauté de Communes Entre Dore et Allier pour la passation du marché de Prestation Intellectuelle objet de la convention susmentionnée ;

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que suite à l'état des lieux établi en 2025 sur le fonctionnement des services d'assainissement des communes membres de la Communauté de Communes Entre Dore et Allier, une convention d'un groupement de commande en vue de la passation d'un marché public pour la réalisation de schémas directeur et zonage d'assainissement, collectif et d'eaux pluviales a été signée entre l'intercommunalité et les communes membres.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-38_2026-DE

Le Maire indique également que le coût de ces prestations intellectuelles sera supporté, pour la partie assainissement collectif, par la Communauté de Communes, mais que la partie « Assainissement des eaux pluviales » doit être supportée par la commune de Ravel.

Dans le cadre de l'élaboration du Dossier de Consultation des Entreprises, La Communauté de Communes a estimé la part de l'étude à la charge de la commune à un montant de 20 726 € Hors Taxes.

Monsieur le Maire donne lecture du plan de financement proposé pour le reste à charge de la commune :

Dépenses	**Montant HT**	**Recettes**	**Montant**	**Taux**
Reste à Charge - Commune de Ravel	20 726,00 €	Agence de l'eau Loire Bretagne	10 363,00 €	50%
		Autofinancement	10 363,00 €	50%
TOTAL	**20 726,00 €**	**Total**	**20 726,00 €**	**100%**

Après avoir ouï les explications du Maire, et en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- VALIDE le plan de financement tel que ci-dessus présenté ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des financements auprès de l'Agence de l'eau Loire Bretagne et tout autre potentiel partenaire financier ;
- PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2026 ;
- MANDATE le Maire pour en assurer la bonne exécution.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 18 Juin 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

Mairie de RAVEL-SALMERANGE (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-39_2026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel

N° 39-2026

****

Séance du 18 Juin 2026

Le 18 Juin 2026, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, DEBARGES Camille MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu.

Excusé :

Excusés ayant donné procuration : VALLAS François à BERNARD Bruno, LAYBROS Nathalie à Monique MEICHTRY

Secrétaire de séances : Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 1 Votants : **15**

Objet : Cession d'actions de la SEMERAP à la Communauté de Communes Entre Dore et Allier

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération N°29-2025 du 28 août 2025 approuvant le transfert de la compétence assainissement collectif à la Communauté de Communes Entre Dore et Allier à partir du 1er janvier 2026 ;
Vu le projet de Convention annexé ;
Considérant le prix unitaire des actions fixé à 31 euros ;

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que par délibération de l'Assemblée générale extraordinaire du 29 juin 2013, les actionnaires de la SEMERAP ont décidé, la transformation de la Société en société publique locale (SPL), régie par les dispositions du titre II du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales et le chapitre V du titre II du livre II du code de commerce.

Cette transformation est devenue effective à compter du 27 décembre 2013.

Les Collectivités appartenant au territoire d'intervention de la SEMERAP ont délibéré pour l'acquisition d'actions au prix unitaire de 31 €.

La commune de Ravel a acquis 10 actions au prix de 31 euros chacune.

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le transfert de la compétence assainissement collectif entraine la cession par chaque commune du territoire d'au moins deux tiers des actions qu'elle détient dans le capital de la SEMERAP.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-39_2026-DE

Monsieur le Maire propose donc de céder 7 actions à la Communauté de Communes Entre Dore et Allier au prix unitaire de 31 €, soit pour les 7 actions un prix total de 217 €.

Après avoir ouï les explications du Maire, et en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- AUTORISE la cession de 7 actions de la SEMERAP au prix de 31 € chacune soit pour un total de 217 € ;
- AUTORISE le Maire à signer la Convention de Cession telle qu'annexée à la présente délibération ;
- MANDATE le Maire pour assurer la bonne exécution de la présente délibération ;

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 18 Juin 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

Mairie de RAVEL-SAINT-ERANGE Puy-de-Dôme

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE39_2026-DE

DEPARTEMENT DU PUY DE DÔME

SOCIÉTÉ D'**E**XPLOITATION **M**UTUALISÉE POUR L'**E**AU,
L'ENVIRONNEMENT, LES **R**ÉSEAUX, L'**A**SSAINISSEMENT
DANS L'INTÉRÊT DU **P**UBLIC

S.E.M.E.R.A.P.

Société **P**ublique **L**ocale

CESSION DE TITRES

ENTRE

……

ET

……

MODELE

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE39_2026-DE

LES SOUSSIGNES :

1/ La commune de ……, représentée par ……., son Maire ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une délibération en date du XXXXXXXXXX,

Ci-après dénommée « LE CEDANT »
De première part,

2/ La communauté de communes……, dont le siège est ……., représentée par …….. ……., son Président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, en vertu d'une délibération en date du XXXXXXXX,

Ci-après dénommée « LE CESSIONNAIRE »
De seconde part,

Ont préalablement à la cession des titres objet des présentes, exposé et déclaré ce qui suit.

E X P O S E

Il a été procédé, à la date du 27 décembre 2013, à la transformation de la SEMERAP, auparavant sous la forme de Société d'Economie Mixte en Société Publique Locale, dont le siège social est à RIOM (63200), 2 rue Richard Wagner – Parc Européen d'Entreprises, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de CLERMONT-FERRAND sous le numéro SIREN 303.615.736.

Cette société a pour objet principal d'assurer les services publics de l'eau et de l'assainissement et les prestations connexes, et généralement d'accomplir toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant y concourir.

La Société peut notamment intervenir pour les missions suivantes (définies aux articles L2224-7 et L 2224-8 du CGCT) :

- dans le cadre des services publics d'eau : la protection des points de prélèvement, le traitement, le transport, le stockage et la distribution de l'eau potable

- dans le cadre des services publics d'assainissement collectif : le contrôle des raccordements, la mise en conformité des branchements, la collecte, le transport, l'épuration des eaux usées et l'élimination des boues produites

- dans le cadre des services publics d'assainissement non collectif : la vérification technique (conception, réalisation) des installations neuves, le diagnostic du bon fonctionnement et de l'entretien des installations, l'entretien, la réalisation et la réhabilitation des installations, le traitement des matières de vidange.

MODELE

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE39_2026-DE

- dans le cadre des services publics de traitement des déchets : la récupération de déchets de toutes origines et l'entretien de tous les équipements liés à cette activité.

- dans le cadre de services publics de l'entretien et du suivi de tous les bassins d'eau : l'exploitation du chauffage, ventilation, filtration et traitement d'eau.

Elle intervient aussi au titre de :

- la collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales et l'élimination des boues produites

- la surveillance, l'entretien et le contrôle des infrastructures de défense incendie extérieure.

La Société exerce notamment les activités lui permettant de réaliser son objet et les missions définies ci-dessus, ainsi que les activités annexes suivantes :

- l'expertise et la recherche dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

- l'accueil, la facturation, l'information et la sensibilisation des abonnés et usagers des services publics de l'eau et de l'assainissement

- la planification et la réalisation d'études, le montage de projets, la recherche et la gestion des financements, pour l'ensemble des infrastructures et ouvrages nécessaires à ces services (support technique des autorités organisatrices)

- l'activité balayage, hydrocurage, vidange de fosses, bacs à graisses

- l'inspection des réseaux par caméra

- l'activité électromécanique

- la vente d'eau en gros, l'irrigation, l'entretien et la maintenance des poteaux d'incendie

- l'activité travaux pour le compte des collectivités actionnaires

- la cartographie des réseaux pour le compte des collectivités actionnaires

- la perception et la collecte de taxes et redevances assises sur les services publics d'eau et d'assainissement ou liées à l'environnement

- et d'une façon générale, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières de communication et d'éducation, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, et présentant un intérêt général pour la collectivité des actionnaires, et

MODELE

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE39_2026-DE

notamment la pose et l'exploitation de tous réseaux de câblage, de transmission et de services.

La Société intervient sur le territoire des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales qui sont actionnaires de la Société.

Le capital social de la SEMERAP est de 4 948 189 € divisé en 159 619 actions de 31 € chacune.

Les collectivités territoriales, s'agissant d'une société publique locale, détiennent la totalité du capital.

La commune ..... détient ....., soit ..... % du capital.

La commune ..... a transféré à compter du ..... la compétence assainissement collectif à la communauté .....
En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune de..... est tenue de céder les deux tiers au moins des actions qu'elle détient dans le capital de la SEMERAP.

Les parties ont en conséquence établi la présente convention de cession en vue du transfert de XXXXXX (en chiffres) titres détenus par la commune de ..... au profit du CESSIONNAIRE.

MODELE

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Définition

Outre les termes et expressions dont certains articles de la convention donnent une définition expresse et pour l'application et l'interprétation de la convention, les mots et expressions ci-dessous précédés d'une majuscule auront la signification suivante quel que soit leur genre singulier ou pluriel :

- la « SOCIETE » désigne la « SEMERAP » dont les titres sont cédés,
- « Article » désigne tout article de la convention,
- le «Cédant » désigne le soussigné de première part,
- le « Cessionnaire » désigne le soussigné de seconde part,
- la « Convention» désigne le présent contrat de cession d'actions,

Article 2 : Cession de titres

Madame-Monsieur ....., ès-qualité de représentant la commune ....., cède et transporte sous les garanties ordinaires et de droit :

- à la communauté ....., XXXX (en chiffres) actions lui appartenant dans la « SEMERAP » sus désignée, ce qui est accepté par ....., ès-qualité, qui acquiert lesdits titres.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE39_2026-DE

La cession porte sur la pleine propriété des XXXXXXX titres dont est propriétaire la commune de ……..

Article 3 : Transfert de propriété – Jouissance.

Le transfert de propriété et de jouissance aura lieu à la date de cession.

Le Cessionnaire sera donc propriétaire des parts cédées à compter de la date de Cession.

Le Cédant s'oblige à la date de cession à donner contre le prix de cession, au Cessionnaire, tout concours et signature nécessaires et notamment à lui remettre les ordres de mouvements dûment signés correspondant aux XXXXX (en chiffres) actions de la SEMERAP.

Monsieur ……, es qualité remettra en conséquence à la communauté de communes…… l'ordre de mouvement dûment signé correspondant aux actions,

Les XXXXXX actions de la Société SEMERAP sont transmises avec tous droits y attachés, et franches et libres de tous empêchements, comme de tous nantissements, ou autres droits réels quelconques.

La cession des actions fera l'objet d'une inscription dans les Livres des Mouvements de Titres de la SEMERAP.

Article 4 : Paiement du prix

4 – 1 : Prix de cession des titres

De convention expresse entre les parties, la cession des titres est consentie et acceptée moyennant le prix ferme et définitif de TRENTE ET UN EURO (31 €) par action, soit un prix global de XXXXXXXX EURO (en chiffres €).

4 - 2 : Modalité de paiement du prix

Le prix total de XXXXXXXXX EURO (en chiffres €) sera payé par le Cessionnaire au cédant, à la date de cession, comptant au moyen d'un virement bancaire.

Article 5 : Déclarations

Monsieur ……, es qualité déclare :

- que la commune de …… est pleinement propriétaire des titres formant l'objet des présentes,
- que La commune de ……a la libre et pleine disponibilité desdits titres,

MODELE

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-ANNEXE39_2026-DE

- que les titres ne sont grevés d'aucune sûreté et d'aucune restriction quelconque à leur négociabilité.

Article 6 : Agrément :

- La présente cession d'actions a été autorisée par l'agrément du Conseil d'Administration de la SEMERAP, dans les conditions prévues à l'Article 12 des statuts de ladite Société, par PV en date du ……
- L'organe délibérant de la Collectivité a validé l'acquisition des titres acquis par ladite Collectivité dans ses modalités telles qu'elles résultent de la présente Convention de cession

Article 7 : Inscription :

Les actions cédées sont libres de tout nantissement des actions, saisies ou autres mesures quelconques pouvant faire obstacle à la cession à nantir ou à réduire les droits du cessionnaire, dans le cas où lesdites actions feraient l'objet de privilège ou de nantissement.

Article 8 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile en leurs sièges sociaux tels qu'énoncés en tête des présentes.

Article 9 : Enregistrement

Conformément aux articles 1042 et 1042 A du Code Général des Impôts la présente cession est exonérée de la formalité d'enregistrement.

Article 10 : Litige – Contestations - Clause attributive de compétence

En cas de différend qui s'élèverait entre les parties relativement à l'interprétation et à l'exécution des présentes, le litige serait alors déféré à la requête de la partie la plus diligente auprès du Tribunal compétent de CLERMONT-FERRAND.

Fait à
L'an deux mille vingt
Le
En TROIS exemplaires originaux

Pour la commune de ……..,

……..

Pour le communauté de communes,

……..

MODELE

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-40_2026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel

N° 40-2026

****

Séance du 18 Juin 2026

Le 18 juin 2026, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, DEBARGES Camille MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu.

Excusé :

Excusés ayant donné procuration : VALLAS François à BERNARD Bruno, LAYBROS Nathalie à Monique MEICHTRY

Secrétaire de séances : Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 1 Votants : **15**

Objet : Création de Poste – Agent Territorial Spécialisé des écoles maternelles de 2ème classe

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU le Code Général de la Fonction Publique ;
VU le tableau des effectifs de la commune de RAVEL ;

Monsieur le Maire explique que l'Agent titulaire qui remplissait les missions d'ATSEM à l'école maternelle a été radié des effectifs au 1er avril 2026, et que celui-ci occupait un poste d'Adjoint Technique Territorial. Le Maire explique que ces missions sont normalement dévolues aux agents titulaires d'un grade du cadre d'emploi d'Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles.

Monsieur le Maire propose de créer un poste d'Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles de 2ème classe à temps complet, 35/35ème, pour permettre le recrutement d'un agent titulaire du grade régulièrement requis pour ces missions, et de supprimer le poste d'Adjoint Technique Territorial.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- DECIDE de créer un poste d'Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles de 2ème Classe à temps complet, 35/35ème, à compter du 1er Juillet 2026 ;
- DECIDE de supprimer un poste d'Adjoint Technique Territorial à compter du 1er Juillet 2026 ;
- PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 012 du Budget Primitifs ;
- MANDATE Monsieur le Maire pour en assurer le recrutement et la bonne exécution.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 18 Juin 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

RAVEL-BALMERANGE (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-41_2026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel

N° 41-2026

****

Séance du 18 Juin 2026

Le 18 juin 2026, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, DEBARGES Camille MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu.

Excusé :

Excusés ayant donné procuration : VALLAS François à BERNARD Bruno, LAYBROS Nathalie à Monique MEICHTRY

Secrétaire de séances : Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 1 Votants : **15**

Objet : Création de Poste – Adjoint Administratif Territorial

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU le Code Général de la Fonction Publique ;
VU la délibération n°36-2025 du 28 août 2025 créant un emploi non permanent pour accroissement temporaire d'activité sur le grade d'Adjoint Administratif Territorial à temps non complet ;
VU le tableau des effectifs de la commune de RAVEL ;
Considérant le caractère non temporaire constaté de l'accroissement d'activité ;

Monsieur le Maire rappelle aux membres présents que depuis le 1er septembre 2025, un agent a été recruté sur un emploi non permanent pour accroissement temporaire d'activité pour occuper les missions d'Agent Administratif polyvalent en charge de l'accueil du public, de l'Etat civil et de l'urbanisme.
Monsieur le Maire explique à l'assemblée qu'il s'avère que la nécessité de ce poste ne relève pas d'un besoin temporaire mais permanent.
Monsieur le Maire propose de créer un poste d'Adjoint Administratif Territorial à temps non complet, 28/35ème, à compter du 1er juillet 2026.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- DECIDE de créer un poste d'Adjoint Administratif à temps non complet, 28/35ème, à compter du 1er Juillet 2026 ;
- PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 012 du Budget Primitifs ;
- MANDATE Monsieur le Maire pour en assurer le recrutement et la bonne exécution.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 18 Juin 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

RAVEL-SAINT-MARTIN-LA-SAUVETAT (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-42_2026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel

N° 42-2026

****

Séance du 18 Juin 2026

Le 18 juin 2026, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, DEBARGES Camille MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu.

Excusé :

Excusés ayant donné procuration : VALLAS François à BERNARD Bruno, LAYBROS Nathalie à Monique MEICHTRY

Secrétaire de séances : Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 1 Votants : **15**

Objet : Modification du Tableau des Effectifs

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU le Code Général de la Fonction Publique ;
VU la délibération n°40-2026 du 18 Juin 2026 créant un poste permanent d'Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles de 2ème classe à compter du 1er Juillet 2026 ;
VU la délibération n°41-2026 du 18 Juin 2026 créant un poste d'Adjoint Administratif Territorial à temps non complet ;

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée d'adopter le tableau des effectifs suivant à compter du 1er juillet 2026 :

	EMPLOIS BUDGÉTAIRES				POURVUS				VACANTS			
GRADE	TC	TNC	TOTAL	ETP	TC	TNC	TOTAL	ETP	TC	TNC	TOTAL	ETP
Filière administrative	**3**	**0**	**3**	**3**	**1**	**0**	**1**	**1**	**2**	**0**	**0**	**2**
Rédacteurs territoriaux	1	0	1	1	1	0	0	1	0	0	0	0
Rédacteur	1		1	1	1			1	0			0
Adjoints administratifs territoriaux	1	1	2	1,8	0	0	0	0	1	1	2	1,8
Adjoint administratif territorial principal 2e classe	1		1	1	0		0	0	1	0	1	1
Adjoint administratif territorial	0	1	1	0,8		0	0			1	1	0,8

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-42_2026-DE

Filière technique	**5**	**2**	**6**	**6,24**	**4**	**2**	**4**	**4,24**	**1**	**0**	**0**	**1**
Adjoints techniques territoriaux	4	2	6	5,24	4	2	4	4,24	1	0	0	1
Adjoint technique territorial principal 1ère classe	2	2	4	3,24	2	2	4	3,24				
Adjoint technique territorial principal 2ème classe	1		1	1					1			1
Adjoint technique territorial	1		1	1	1			1				
Filiere sociale	**1**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0.00**	**0**	**0**	**0**	**0.00**
ATSEM de 2ème classe	1		1	1	0			0	1			1
TOTAL GÉNÉRAL	**9**	**3**	**9**	**9,04**	**5**	**2**	**5**	**5,24**	**3**	**0**	**0**	**3,8**

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- DECIDE d'adopter le tableau des effectifs modifié tel que présenté ci-dessus à compter du 1er Mars 2026 ;
- PRECISE que ce tableau vaut création, et suppression de poste ;
- AUTORISE le Maire à recruter sur les postes vacants ;
- PRECISE que les crédits nécessaires sont prévus au chapitre 012 du Budget Primitif 2026 ;

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 18 Juin 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

Mairie de RAVEL-SAULZET-LE-CHANGE (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-43_2026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel
N° 43-2026
****
Séance du 18 Juin 2026

Le 18 juin 2026, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, DEBARCES Camille MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu.

Excusé :

Excusés ayant donné procuration : VALLAS François à BERNARD Bruno, LAYBROS Nathalie à Monique MEICHTRY

Secrétaire de séances : Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 1 Votants : **15**

Objet : Recrutement de vacataires

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU le Code Général de la Fonction Publique ;
VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
Considérant qu'afin d'assurer une continuité de service dans le fonctionnement du service périscolaires lors d'indisponibilités temporaires des agents permanent du service ;
Considérant qu'il s'agit d'un acte déterminé et ponctuel à caractère discontinu et qui sera rémunéré après service fait

Monsieur le Maire indique aux membres du Conseil Municipal que les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des vacataires.

Monsieur le Maire explique que pour pouvoir recruter un vacataire, les trois conditions suivantes doivent être réunies :
- recrutement pour exécuter un acte déterminé,
- recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel de l'établissement public,
- rémunération attachée à l'acte.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de l'autoriser à recruter des vacataires pour effectuer des missions d'animation ou de surveillance des enfants de l'école, notamment pour assurer le service de garderie le matin et/ou le soir, mais également de la surveillance sur le temps de pause méridien des enfants. Monsieur le Maire propose que cette autorisation lui soit faite sur l'ensemble de l'année 2026.

Il propose également aux membres du Conseil Municipal que chaque vacation soit rémunérée sur la base d'un taux horaire brut de 15 €.

Envoyé en préfecture le 30/06/2026
Reçu en préfecture le 30/06/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260618-43_2026-DE

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- AUTORISE Monsieur le Maire à recruter un vacataire pour la période de 2026 ;
- FIXE la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 15 € ;
- PRECISE que les crédits nécessaires sont prévus au chapitre 012 du Budget Primitif 2026 ;

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 18 Juin 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS

Mairie de RAVEL-SAULZERANGE (Puy-de-Dôme)